

La Cour d'Alger renvoie le procès en appel au 26 février

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5005 - Jeudi 13 février 2020 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou/Sûreté de wilaya en 2019
200 affaires de cybercriminalité traitées sur le réseau social Facebook

Page 24

L'Algérie n'est pas à l'abri du coronavirus

Un nouveau plan d'urgence pour parer à tout imprévu

Page 3

Tunisie, vers un gouvernement d'union nationale ou quasiment

Par Mohamed Habili

Le Premier ministre tunisien désigné par le président Saïed, Elyes Fakhfakh, n'est pas encore à un jour près du délai imparti pour former un gouvernement. N'empêche, il ne dispose pas de beaucoup de temps pour ce faire, la date limite étant fixée pour le 20 du mois courant. Or sa tâche ne consiste pas seulement à faire tenir ensemble des membres venus de partis rivaux, mais encore à leur faire obtenir la confiance de l'Assemblée. Ce qui, compte tenu du morcellement de cette chambre, est le principal obstacle à passer, celui-là même du reste sur lequel son prédécesseur, Habib Jamli, avait buté. A première vue, il lui suffirait de s'y prendre autrement que lui pour réussir. Jamli avait restreint à quatre le nombre des partis devant composer la nécessaire coalition gouvernementale ? Il n'aurait pour sa part qu'à élargir le spectre des parties prenantes pour qu'à l'heure de vérité, c'est-à-dire au moment du vote de confiance, le rapport de force du strict point de vue de l'arithmétique lui soit favorable. Contrairement à son prédécesseur, ni lui ni les partis dans leur diversité n'ont le droit à l'erreur, du moment qu'on ne voit aucun d'eux réclamer la tenue de nouvelles élections législatives. Son échec, si échec il y a, pourrait même rejallir sur celui qui l'a désigné, c'est-à-dire sur le président Saïed en personne.

Suite en page 3

Débats du plan du gouvernement dans un hémicycle déserté

Les députés évoquent un programme vide de chiffres



Dans leurs interventions, dans un hémicycle presque vide, les membres de l'APN ont relevé beaucoup d'anomalies dans le plan du gouvernement qui, selon eux, manque de vision, de détails et d'objectifs chiffrés. Ils ont également émis des doutes sur la capacité de l'Etat à le financer. Lire page 2

PH.E. Soraya/J.-A.

Facteur de stress et de retard quotidien
Les embouteillages empoisonnent la vie des citoyens

Page 2

Festival national du théâtre amazigh à Batna
La pièce «Yema n Dzair» remporte le prix du meilleur spectacle

Page 13

Débats du plan du gouvernement dans un hémicycle déserté

Les députés évoquent un programme vide de chiffres

■ Dans leurs interventions, dans un hémicycle presque vide, les membres de l'APN ont relevé beaucoup d'anomalies dans le plan du gouvernement qui, selon eux, manque de vision, de détails et d'objectifs chiffrés. Ils ont également émis des doutes sur la capacité de l'Etat à le financer.

Par Louiza Ait Ramdane

Les membres de l'APN ont poursuivi hier, pour le deuxième jour, le débat général autour du projet de Plan d'action du gouvernement, au niveau du Parlement. Certains députés de l'APN l'ont critiqué, émettant des réserves quant à la concrétisation de ce programme dans un contexte marqué par une crise économique et politique. D'autres députés ont déploré l'absence des projets de développement dans les régions lointaines.

La majorité des députés de l'APN parle d'un programme vide de chiffres. Ainsi, le député de Tajamoue Amel Eldjair (Taj),

Industrie
Le ministère «n'a pas vocation à s'ingérer» dans les partenariats entre opérateurs

LE MINISTÈRE de l'Industrie et des Mines n'a pas vocation à s'ingérer dans la gestion des relations de partenariat entre les opérateurs économiques, a souligné le ministre, hier, dans un communiqué, estimant que toute immixtion est un «dépassement» de ses prérogatives et missions légales. «Nous attirons l'attention de l'ensemble des opérateurs économiques activant dans les différents secteurs et filières industriels, ainsi que le public, que le ministère de l'Industrie et des Mines n'a pas vocation à s'ingérer dans la gestion des relations de partenariat entre les opérateurs économiques», lit-on dans le document. «De ce fait, le ministère de l'Industrie et des Mines considère une éventuelle ingérence comme un dépassement de ses prérogatives et missions légales», a indiqué la même source. Le ministre a tenu à souligner, à cet égard, que ses missions, telles que définies dans la loi, s'articulent essentiellement autour de l'élaboration et l'exécution de la politique industrielle et minière et le suivi de son application dans l'objectif de développer le tissu industriel national. «A cet effet, le ministère de l'Industrie et des Mines n'a pas à être destinataire de courriers l'impliquant dans des questions qui ne relèvent pas de ses prérogatives, notamment celles liées aux choix et litiges entre les partenaires», a conclu la même source. **R. N.**



Ph.E. Soraya J. A.

Ben Youcef Zeouani, s'est interrogé sur les sources de financement d'un tel plan avec la crise économique que connaît le pays. Il dira que l'année actuelle devra être une année pour corriger les erreurs du passé dans tous les domaines, économique, politique et social. Il déplore, par ailleurs, le climat des investissements en Algérie qui selon lui n'attire aucun investisseur étranger.

Pour sa part, le député indépendant Mohamed Abdelhadi Mohamed indique que le plan de gouvernement manque de chiffres, de délai et de source

financière. *Avec quoi le gouvernement financera ce projet ?*, s'interroge-t-il. «Le gouvernement retournera au financement classique ou à l'endettement extérieur», demande-t-il encore. Même son de cloche chez le député Houari Dairess du FLN, qui indique que ce plan manque de cohérence totale.

De plus, il relève que le programme a été préparé sans un diagnostic de la réalité. Poursuivant sa critique du plan du gouvernement, il regrette la similitude du nouveau programme dans le fond avec les précédents. Ce qui signifie, selon lui,

une absence de solutions logiques et de chiffres reflétant la réalité. Pour regagner la confiance du peuple, le député implore le gouvernement de dire la vérité au peuple. Il évoque aussi le climat des investissements boudé par les étrangers, notamment durant l'année écoulée.

Le député du Mouvement populaire algérien, Elbakai Elhamal, fait savoir que le gouvernement n'a pas respecté l'article 94 de la Constitution en appliquant son plan avant son adoption par le Parlement. L'occasion aussi pour le député de déplorer l'absence de projets

de développement dans le Sud algérien. Il regrette la fermeture des sites touristiques dans cette région mais aussi la non-exploitation de l'or. Le député du Front national des libertés, Hacene Ben Kalala, en plus de relever un constat alarmant sur les secteurs de la Santé et du tourisme dans le Sud, déplore l'exclusion du Sud dans le corps diplomatique. A noter que la séance d'aujourd'hui à l'APN sera consacrée aux réponses du Premier ministre aux questions soulevées par les députés et au vote du Plan d'action du gouvernement. **L. A. R.**

Facteur de stress et de retard quotidien

Les embouteillages empoisonnent la vie des citoyens

Alger et dans les autres grandes villes du pays, les embouteillages ont pris des proportions alarmantes. En voiture ou en bus, un jour de beau temps ou pluvieux, durant les heures de pointe ou autres moments de la journée, les routes sont bloquées et les autorités ne semblent pas prendre en considération ce problème.

A toute heure de la journée, la capitale est bloquée. Sortir à Alger rime avec le calvaire des embouteillages monstres sur les différents axes routiers. On ne parlera jamais assez des déboires que subissent les citoyens quotidiennement, les automobilistes algérois ou le transporteur en commun, pour rejoindre les destinations en temps raisonnable. De nombreux bou-

chons routiers, notamment durant les heures de pointe, moments qui ne sont d'ailleurs guère différents des autres, bloquent la circulation. Malheureusement, ce problème qui est souvent source d'accidents, de retard et d'épuisement moral pour les travailleurs, ne semble pas attirer l'attention des responsables qui ne l'ont pas abordé lors de leur réunion concernant les accidents de la route. L'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, avait annoncé, il y a une année, plus de quarante projets pour gérer et fluidifier la circulation dans la capitale. Des projets de plusieurs milliards de dinars dégagés par le Trésor public, mais qui tardent à voir le jour. Il avait cité la réalisation de projets de par-

king à étages, des feux tricolores et l'aménagement des routes pour remédier à cette problématique. Pour les habitants de la capitale, «Alger est devenue synonyme d'embouteillage chez la majorité des Algériens qui l'ont visitée», nous confie un jeune habitant Bouzaréah, ajoutant : «Parfois, je préfère marcher plutôt que de prendre la voiture ou le bus. Car au lieu de faire le trajet en 10 minutes à pied, avec l'embouteillage, en bus ou voiture, je dois subir plus d'une demi-heure pour arriver à destination. C'est grave et avec le temps ça empire». Un autre jeune rencontré à Tafourah «2 Mai» et s'appropriant à prendre le bus pour rentrer chez-lui à Zéralda, nous confie qu'il n'ose plus sortir avec sa voiture de peur d'être bloqué, et

prendre le bus n'est pas un meilleur choix. «Déjà que pour sortir d'Alger-Centre il faut compter entre 20 et 30 minutes !». Concernant les causes de ces embouteillages, on retrouve, le nombre incalculable de voitures, car les Algériens n'ont pas la culture du covoiturage qui peut minimiser ce phénomène. Il ya aussi le non-respect des plaques interdisant le stationnement. Les travaux de réhabilitations du vieux bâti qui ont débuté à Alger, il y a plus de deux ans, ne font qu'empirer les choses, avons-nous constaté. Le ramassage des poubelles qui se fait souvent à 9h du matin, donc à une heure de pointe, est une des raisons à l'origine de ces embouteillages à Alger.

Thinhinene Khouchi

Montage automobile et financement occulte de la campagne de Bouteflika-

La Cour d'Alger renvoie le procès en appel au 26 février

À la demande du collectif de la défense, le procès en appel de l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et de ses co-accusés dans l'affaire du montage de véhicules et du financement occulte de la campagne électorale du 5^e mandat de l'ex-président Abdelaziz Bouteflika, a été reporté par la Chambre d'appel près la Cour d'Alger au 26 du mois en cours.

Par Lynda Naili

Répondant à la demande du nouveau collectif de la défense de l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, le juge de la Chambre d'appel près la Cour d'Alger, à la reprise de la séance de l'après-midi, a décidé du renvoi au 26 février en cours du procès en appel dans l'affaire dite du «montage de véhicules» et du «financement occulte de la campagne électorale du 5^e mandat de l'ex-président Abdelaziz Bouteflika». Outre des faits de corruption, les accusés sont également inculpés pour, entre autres, dilapidation des biens publics, infraction à la législation, exploitation illégale de terrains agricoles.

Il est à relever, dans ce contexte, que les concessionnaires Ahmed Mazouz et Mohamed Bairi ont, eux aussi, constitué de nouveaux avocats. De ce fait, une fois la décision de renvoi prononcée, les accusés ont été reconduits vers la prison d'El Harrach pour la majorité d'entre eux et vers celle d'El Koléa pour Mohamed Bairi et Ahmed Mazouz, où ils sont incarcérés depuis plusieurs mois.

Quelques heures plus tôt, à l'entame du procès et après l'entrée des accusés, arrivés en fin de matinée à bord de fourgons cellulaires à la Cour d'Alger (Ruisseau) où un important dispositif sécuritaire avait quadrillé le périmètre, le juge du siège a été contraint de lever l'audience



ALY A. A. / A. A.

pour procéder à l'organisation de la salle d'audience qui était bondée de monde (citoyens, familles des accusés et avocats), demandant au collectif de défense de réduire le nombre de ses membres. Ainsi, à l'exception de l'ancien ministre de l'Industrie, Abdeslam Bouchouareb, qui sous le sceau d'un mandat d'arrêt international se trouve toujours en fuite à l'étranger, les accusés dans ce dossier où au moins 28 personnes sont inculpées, étaient pratiquement toutes là : Ahmed Ouyahia, Abdelmalek Sellal, Youcef Youfi, Mahdjoub Bedda, Abdelghani Zaâlane, Noria Zerhouni, ex-wali de Boumerdès,

ainsi que d'autres ex-ministres et ex-responsables au ministère de l'Industrie notamment, et des hommes d'affaires à l'instar d'Ali Haddad, P-DG du groupe

ETRHB, Ahmed Mazouz, P-DG du Groupe automobile Mazouz, Mohamed Bairi, patron du Groupe Ival, Hassan Larbaoui, P-DG de Kia Algérie et Farès Sellal ont fait leur entrée à la queue leu leu dans la salle d'audience à midi. Notons que ce procès intervient suite à l'appel interjeté par le Parquet et le collectif de défense contre le verdict prononcé, le 10 décembre dernier, par le tribunal de Sidi M'hamed, condamnant l'accusé Bouchouareb Abdessalem par contumace à une peine de 20 ans de prison ferme, assortie d'une amende, avec émission d'un mandat d'arrêt international à son encontre et l'accusé Ahmed Ouyahia à une peine de 15 ans de prison ferme assortie d'une amende de deux millions de DA, avec confiscation de tous leurs biens. Quant à l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, il a été condamné à une peine de 12 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million DA. L. N.

Tribunal de Sidi M'hamed Les frères Benamor et 20 autres accusés devant le juge d'instruction

LES FRÈRES Benamor et 20 autres accusés ont été entendus, hier, par le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed à Alger. C'est ce qui a été rapporté par des médias. Evoquant les chefs d'accusation retenus contre les prévenus, ces sources médiatiques citent la «dilapidation de deniers publics» et «exploitation illégale des terres agricoles». Les deux anciens Premiers ministres sont également impliqués dans ce dossier, affirment les mêmes sources. L. N.

L'Algérie n'est pas à l'abri du coronavirus

Un nouveau plan d'urgence pour parer à tout imprévu

Le ministère de la Santé a annoncé la mise en place d'un nouveau plan d'urgence pour faire face à une éventuelle propagation de l'épidémie de coronavirus, affirmant que «l'Algérie est prête à faire face à toute urgence». Le nouveau plan repose sur cinq axes, à savoir le renforcement de la surveillance sanitaire, épidémiologique et virale, l'organisation des structures de santé pour une prise en charge préventive et la consolidation de la formation, la communication, la sensibilisation et l'information, a indiqué, lors d'une journée d'information au profit des médias nationaux, le D^r Samia Hamadi, sous-directrice des maladies prévalentes et de l'alerte sanitaire à la Direction de la prévention et de la promotion de la santé. Des changements peuvent être apportés à ce plan, suivant les développements pouvant survenir aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, a-t-elle précisé. L'Institut

Pasteur d'Algérie est un laboratoire de référence reconnu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui dispose des moyens nécessaires pour le dépistage du virus, a souligné D^r Hamadi, affirmant qu'«aucun cas n'a été enregistré en Algérie» et que «les pouvoirs publics ont pris, à ce jour, les mesures préventives nécessaires pour prévenir cette épidémie». «L'Algérie n'est pas à l'abri de cette affection, à l'instar des autres pays à travers le monde. Elle est, cependant, prête à parer à tout imprévu», a-t-elle ajouté, rappelant le dispositif de surveillance et d'alerte lancé par le ministère dès l'apparition des premiers cas de coronavirus en Chine. Ces mesures consistent en la mise en place des moyens indispensables au contrôle et aux analyses médicales et à donner des instructions au personnel du secteur. Pour sa part, Mohamed Zeroual, Maître-assistant au sein de l'Établissement hospitalier

spécialisé (EHS) des maladies infectieuses d'El-Kettar, a présenté un exposé exhaustif sur les différents virus qui se sont propagés à travers le monde, notamment le Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en 2003 et le coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS-CoV) en 2012, précisant que le coronavirus apparu en 2019 en Chine est totalement différent des autres, ajoutant que sa souche n'a pas encore été définie. La fièvre, la diarrhée, une forte toux, l'éternuement, le mal de gorge, les douleurs articulaires et le mal de tête, sont les symptômes de cette maladie qui se développent en difficultés respiratoires, insuffisance rénale et troubles neurologiques qui exigent la mise en quarantaine du malade pour éviter la contagion, explique le spécialiste, se référant aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). «Aucun vaccin n'a encore été élaboré pour ce

virus», a-t-il précisé, indiquant que «les cas hospitalisés sont placés sous haute surveillance pour réduire les symptômes du virus qui ne répond à aucun antibiotique». D^r Zeoual a insisté sur l'impératif de respecter les mesures préventives : le lavage fréquent des mains, l'éternuement dans le pli du coude, outre l'utilisation du masque en cas de toux. D^r Lylia Oubraham, représentante de l'OMS en Algérie, a présenté la situation épidémiologique mondiale ainsi que les orientations de l'Organisation pour la région Afrique, ajoutant qu'un appel à la vigilance et à davantage de précautions a été lancé à l'adresse de 13 pays du continent, y compris l'Algérie, étant un pays de transit pour les pays voisins qui accueillent des travailleurs chinois, outre les échanges commerciaux entre les deux pays. «Aucun cas n'a été enregistré dans le continent», a-t-elle affirmé. La chargée de l'information auprès de

LA QUESTION DU JOUR

Tunisie, vers un gouvernement d'union nationale ou quasiment

Suite de la page une

Ce qui ne pouvait pas advenir avec Jamli, qui lui était l'homme d'Ennahda. Reste que dans cette hypothèse, ce n'est quand même pas lui qui serait obligé de demander aux électeurs de lui renouveler leur confiance mais la classe politique dans sa totalité, même si lui-même n'en sortirait pas grandi. Fakhfakh n'a donc pas le choix, ce n'est pas à un gouvernement de coalition qu'il doit tendre ou prétendre, mais à un gouvernement d'union nationale, ou quasiment, puisqu'il est un ou deux partis à qui n'agréent pas la perspective de devoir gouverner avec Ennahda. Car, en effet, avec Jamli comme avec Fakhfakh, c'est Ennahda qui se trouve au cœur de l'exécutif en formation, quand bien même elle ne détiendrait pas le plus grand nombre de postes ministériels, ni même les plus importants. Qalb Tounes, par exemple, le deuxième parti par le nombre de députés, ne veut pas gouverner avec elle, sans doute par crainte de perdre son âme. Mais supposons que Fakhfakh compose son équipe, et que celle-ci soit approuvée par une confortable majorité de députés. De qui relèverait-elle en premier lieu, est-ce de celui qui a choisi son chef, en l'occurrence le président de la République, ou du parti disposant à l'Assemblée du plus grand nombre de députés, c'est-à-dire d'Ennahda ? On peut se poser la question différemment : à qui appartiendrait le programme qu'elle voudrait mettre en œuvre, au président ou à Ennahda ? Logiquement, un président qui a le pouvoir de désigner un Premier ministre doit avoir celui de le renvoyer. Ce n'est pas ce que stipule la Constitution tunisienne. Le gouvernement Fakhfakh, dont des médias croient déjà connaître l'exacte composition, ressemblera à certains égards à celui qui n'a pas pu sortir de ses limbes, celui dont le chef avait été choisi par Ennahda. Là où celle-ci avait échoué, faute d'une majorité à l'Assemblée, elle pourrait bien le réussir, pour avoir soutenu la candidature de Saïed au deuxième tour de la présidentielle.

M. H.

L'Organisation, Leïla Chibout, a souligné l'importance du rôle des médias dans la diffusion de l'information exacte, tout en respectant la source de l'information et les intervenants dans ce domaine, mettant en garde contre «les rumeurs pouvant provoquer la panique parmi les habitants». Meriem Benchaoua

Tizi-Ouzou/Depuis 2010

Près de 250 milliards DA de subventions non consommés

■ Un montant de plus de 249 milliards de DA de subventions accordées par l'Etat depuis 2010 à la wilaya de Tizi-Ouzou, au titre des différents plans de développement, n'a pas été consommé, a indiqué, hier, le directeur local de la planification et du suivi budgétaire.

Par Amel N.

Kouba Ali, qui a présenté, lors d'un conseil de wilaya tenu mardi, le bilan des projets réceptionnés en 2019 et le plan d'action 2020, a indiqué qu'«au 31 décembre 2019 et en attendant la clôture définitive des écritures, la wilaya a dégagé plus de 249 milliards de DA, toutes sources de financement confondues (PCD, PSD, PSC, CSGCL, Tup-Himo, CAS), de reste à réaliser». Ce montant de plus de 249 milliards de DA, totalise 2 402 projets tous programmes confondus, dont 4,684 milliards de DA accordés au titre des Plans communaux de



développement (PCD) un nombre total de 1 418 opérations. Sur ces 2 402 projets, 1 248 sont en cours de réalisation, 766 non lancés et 388 à l'arrêt, selon la situation communiquée par cette même direction. Le taux de consommation de la wilaya est de 75 % dont 62 % pour les PSD et 30 % pour les PCD, a-t-on appris de même source. «A ce montant de 249 milliards de DA cumulé, s'ajoute une enveloppe de 6,457 milliards DA accordée à la wilaya au titre de

l'exercice 2020, dont 1,4 milliard de DA pour les PCD et le reste de ce montant mobilisé au titre du Programme sectoriel déconcentré (PSD) représentant principalement des réévaluations accordées conformément aux orientations des pouvoirs publics pour le parachèvement du programme en cours qui est très important», a précisé M. Kouba. Pour l'enveloppe financière accordée dans le cadre des PCD pour l'année 2020, les séances d'arbitrage ont été entamées le 9 de ce mois

pour examiner les projets proposés par les communes, a souligné M. Kouba, ajoutant que d'ici le 20 février courant l'enveloppe de 1,4 milliard de DA sera répartie. «Par souci d'équité en matière de développement local, des critères objectifs ont été définis, ils permettent de prioriser les communes les plus déshéritées et celles classées dans les zones à promouvoir», a ajouté le DPSB qui a relevé qu'à Tizi-Ouzou, sur les 67 communes, 34 sont classées dans les zones à promou-

voir. D'autres critères entrent également en jeu, dont la typologie de la commune, ses ressources propres et le montant du reste à réaliser. Pour booster le développement local et consommer l'importante enveloppe du reste à réaliser de la wilaya (les 249 milliards de DA) le wali, Mahmoud Djamaa qui a présidé cette réunion a annoncé la mise en place d'un plan d'action des projets à réceptionner durant l'année 2020, adopté lors de cette réunion. Il a relevé que le problème de développement au niveau de la wilaya n'est pas d'ordre financier, considérant l'énorme enveloppe de 249 milliards de DA de reste à réaliser, il est plutôt lié à un problème de manque de maîtrise et de lourdeur de procédures. Selon lui, plusieurs facteurs freinent le processus de développement, dont un déficit de maturation des projets entraînant des réévaluations et des retards, faiblesse et parfois défaillance des entreprises de réalisation et des bureaux d'études chargés du suivi. A cela s'ajoute, la rareté du foncier et le problème des oppositions, entre autres, a-t-il relevé. Parmi les projets à réceptionner en 2020, le raccordement de plus de 45 119 foyers au réseau de gaz naturel, la réception totale du centre de lutte contre le cancer de Draa Ben Khedda, de l'hôpital 60 lits à Ouadhias, et de 5 614 logements tous segments confondus. **A. N./APS**

Saisie de 600 000 paquets

Démantèlement d'un réseau international de cigarettes à Oran

Un réseau international de trafic de cigarettes a été démantelé récemment à Oran par les services de la sûreté de wilaya, lors d'une opération qui s'est soldée par la saisie d'une quantité de 617 581 paquets de cigarettes de différentes marques nationales et étrangères, a-t-on appris hier de ce corps de sécurité. Une quantité de 9 000 sachets de tabac à chi-

quer, une somme de près de 100 millions de dinars, des sommes en devises et quatre véhicules ont été également saisis au cours de la même opération, a-t-on ajouté. Composé de 5 individus âgés entre 20 et 36 ans, ce réseau international de trafic de cigarettes a été démantelé par la brigade de lutte contre la criminalité et la Brigade de recherche et d'intervention (BRI 02), rele-

vant du service de la police judiciaire, suite à une enquête approfondie, lancée sur la base d'exploitation de renseignements faisant état du stockage, dans un magasin à Oran, d'une grande quantité de cigarettes, issue de la contrebande. Ces individus sont impliqués dans le trafic international de cigarettes, défaut de factures et infraction à la réglementation des changes.

Les enquêteurs ont procédé ainsi à la perquisition du lieu en question où il a été découvert une quantité de 617 581 paquets de cigarettes d'une valeur estimée à 150 millions de dinars, quelque 9 000 sachets de tabac à chiquer, une somme constituant les revenus de ce trafic estimée à plus de 97 millions de dinars, 2 750 euros, 100 dollars US et 370 liras turques, ainsi que

des armes blanches. En outre, 4 véhicules, dont 3 fourgons et un véhicule de tourisme haut de gamme ont été saisis, indique la même source, ajoutant que la valeur de la fraude fiscale s'élève à 60 millions de dinars. Les services de police ont indiqué qu'une fois les procédures achevées, les cinq individus seront présentés devant la justice.

Younès G.

Pour renforcer la créativité des utilisateurs

Oppe lance le Reno2 F en Algérie

Oppo a lancé mardi son dernier smartphone de la série Reno2 sur le marché algérien, le Reno2 F, au Sheraton Club des Pins Resort, à Alger. Le Reno2 F est une des dernières itérations de la célèbre série Reno d'Oppe qui vont redessiner les limites de la créativité des utilisateurs, avec des fonctionnalités améliorant la photographie. La configuration à quatre caméras comprend un zoom hybride 5x permettant aux utilisateurs de se rapprocher beaucoup plus d'un sujet, des photos de nuit ultra claires même dans des conditions de quasi-absence de lumière en mode Ultra Dark et une prise de vue vidéo ultra-stable en déplacement grâce au mode Ultra

SteadyVideo. Les capacités multi-perspectives uniques de la série Reno2 permettent aux utilisateurs de voir les choses différemment, inspirant Oppe à lancer la campagne «Défiez votre perspective», invitant les créateurs à braver audacieusement la photographie Instagram conventionnelle en capturant de nouvelles perspectives fraîches derrière l'objectif.

«Héritant de l'esprit créatif déjà riche de la série Reno, cette dernière itération offre à nos utilisateurs encore plus de possibilités créatives, leur permettant de découvrir de nouvelles perspectives», a déclaré M. Mohamed Reda Maamir, directeur général adjoint d'Oppe Algérie. «Sa tech-

nologie de caméra avancée fonctionne parfaitement dans une gamme d'environnements et de scénarios, de vastes paysages aux ruelles confinées, ou des plages ensoleillées aux nuits sombres et sans lune».

Advanced Camera Tech libère la créativité des utilisateurs

Oppe se consacre à repousser les limites de la photographie mobile. Le Reno2 F sera équipé de quatre caméras qui fournissent un système d'imagerie à distance focale complète ; offrant un zoom hybride 5x, un objectif ultra grand angle et plus encore. Trois objectifs de lon-

gueurs focales variables fonctionnent à l'unisson pour créer un effet de zoom hybride 5x unique de l'ultra-grand-angle au téléobjectif, qui fusionne également la technologie d'image pour assurer une transition de zoom fluide et transparente. Cela signifie une imagerie nette et de très haute qualité dans des scénarios à longue distance ; comme des présentations où des informations textuelles doivent être vues, ou lors d'un concert lorsque les utilisateurs veulent capturer une image claire des artistes sur scène. La fonction d'objectif ultra-grand angle offre une perspective impressionnante de 116°, faisant ressortir encore plus d'images et

de thèmes photo différents. Les utilisateurs peuvent désormais filmer des paysages vastes et sans limites de jour comme de nuit, et même dans des espaces restreints ou confinés, démontrant les performances exceptionnelles de l'appareil quel que soit le sujet ou l'environnement

Disponibilité et prix

Le nouveau smartphone Oppe Reno2 F, en vert lagon et blanc nacré et avec 8 GB de RAM et 128 ROM sera disponible à travers toute l'Algérie à partir du 12 février 2020 au prix de 59 900,00DZD. Le vert nébuleux sera, quant à lui, en vente prochainement dans toute l'Algérie.

Pétrole

Le Brent à plus de 55 dollars à Londres

■ Les prix du pétrole se redressaient hier, avec l'espoir d'un ralentissement de la propagation de l'épidémie de pneumonie virale en Chine, susceptible de soutenir à nouveau la demande du premier importateur mondial d'hydrocarbures.

Par Malek M.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 55,19 dollars à Londres, en hausse de 2,18 % par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour mars gagnait 1,60 %, à 50,75 dollars. «Les prix du pétrole étaient en hausse hier, après que la Chine a fait état du plus faible nombre de nouveaux cas quotidiens de coronavirus depuis le 30 janvier», a indiqué Al Stanton, de RBC. Le bilan de l'épidémie du nouveau coronavirus, désormais officiellement appelé par l'Organisation mondiale de la santé «Covid-19», a dépassé hier les 1 100 morts, pour 44 653 personnes contaminées en Chine continentale. Signe encourageant toutefois : le nombre de nouveaux cas quotidiens rapporté hier a sensiblement diminué, une situation qui invite à penser que «le transport aérien et l'industrie seront bientôt complètement opérationnels», a estimé Neil Wilson, analyste. «Mais les marchés ne sont pas

P.H.D.R.



pour autant tirés d'affaire si la croissance chinoise ralentit au premier trimestre», tempère Lukman Otunuga, analyste également. «Côté offre, l'Opep+ a

recommandé la semaine dernière des coupes supplémentaires de 600 000 barils par jour pour tenter de limiter la baisse des cours, mais la Russie ne semble

pas disposée à participer à cet effort», a-t-il ajouté.

«Le principal allié des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

(Opep) via l'accord Opep+ étudie attentivement la recommandation du comité technique», a déclaré, mardi, le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, cité par plusieurs agences du pays. L'agence étatique russe TASS a rapporté qu'une réunion devait se tenir sur le sujet hier, en présence de M. Novak, citant deux sources proches du dossier. Hier reste par ailleurs le jour de publication par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) des stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, attendus en hausse de 3,2 millions de barils pour la semaine achevée le 7 février, selon la médiane d'un consensus établi par l'agence Bloomberg. Ceux d'essence sont également attendus en hausse de 650 000 barils, et ceux des produits distillés en baisse de 750 000 barils.

M. M./APS

Pour discuter d'une restructuration de la dette

Une mission du FMI en Argentine

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue hier en Argentine pour discuter d'une restructuration de la dette contractée auprès de l'organisme, un rééchelonnement présenté comme indispensable par le président Alberto Fernandez pour sortir son pays de l'ornière. Il s'agit de la première mission du FMI depuis la prise de fonction du nouveau chef de l'Etat, le 10 décembre 2019, en remplacement du libéral Mauricio Macri (2015-2019) qui avait négocié un prêt de 57 milliards de dollars auprès de l'organisme financier. Pour le nouveau président, un péroniste de centre-gauche, la dette n'est pas remboursable tant que le pays, touché de plein fouet par l'inflation, le chômage, l'augmentation de la pauvreté et la récession économique, ne retrouve pas le chemin de la croissance. Pour cela, il demande aux créanciers des délais pour rembourser.

Le gouvernement cherche ainsi à négocier avec les organismes multilatéraux et les détenteurs d'obligations privés un total de

195 milliards de dollars (57 % du PIB), dont 44 milliards décaissés par le FMI. L'Argentine n'a en effet touché que 44 milliards sur le total du prêt du FMI : face à l'approfondissement de la crise, Alberto Fernandez avait rapidement annoncé que son pays renonçait à la dernière tranche du prêt. Parallèlement, le ministre de l'Economie, Martin Guzman, devait présenter hier, devant le Parlement, la stratégie du gouvernement face à la dette.

«La réunion avec le FMI va permettre de commencer à voir quel est le programme économique du gouvernement. Les créanciers ont besoin de le connaître pour savoir quelle est la marge de paiement de l'Argentine», a expliqué l'économiste Hector Rubini, de l'Université del Salvador de Buenos Aires. «Au-delà des déclarations (de Fernandez) sur sa volonté de payer, il a manqué jusqu'à présent au gouvernement de la clarté concernant des décisions politiques cruciales», estime l'agence d'évaluation des risques Verisk Maplecroft. Le ministre argen-

tin de l'Economie a déjà rencontré à plusieurs reprises des représentants du FMI, et Alberto Fernandez vient d'achever une tournée en Europe pour obtenir des soutiens en faveur d'une restructuration. Jusque-là, le gouvernement argentin et le FMI se sont dits satisfaits de leurs échanges. «Le FMI montre de bonnes dispositions parce qu'il veut être payé et aussi parce qu'il a contribué en partie à cette situation», estime Hector Rubini, dans une référence au prêt de 57 milliards de dollars, le plus important jamais accordé à un pays par l'organisme financier. Face à la fermeture des marchés, le gouvernement argentin doit faire vite pour parvenir à un accord d'ici le 31 mars, car les échéances de paiement deviendraient alors difficiles à supporter. Pour l'économiste Marina Dal Poggetto, de la société EcoGo, «il y a de la marge pour une négociation gagnant-gagnant, mais le problème c'est qu'elle traîne en longueur». «Le meilleur accord est celui qui intervient rapidement», estime-t-elle.

Salem K.

Après un début de semaine dans le rouge

Les Bourses européennes repartent à la hausse

Les Bourses européennes sont reparties à la hausse mardi, après un début de semaine dans le rouge, les acteurs du marché semblant rassurés par les annonces faites face au coronavirus chinois qui a pourtant continué de progresser. «Les craintes autour de l'épidémie de coronavirus et son impact sur l'économie mondiale restent le sujet dominant du moment», mais «les investisseurs se disent aussi qu'en cas d'aggravation de la situation, les banques centrales seront là pour en contrer les effets», estime Franklin Pichard, directeur général de Klipink Finance. Selon Patrick O'Hare de Briefing, les actuelles politiques monétaires américaine et chinoise sont en effet de nature à rassurer les marchés. «La Chine devrait se mon-

trer favorable à des mesures de relance pour soutenir son économie qui est au point mort», indique l'expert. Le bilan de l'épidémie du nouveau coronavirus a franchi mardi la barre des 1 000 morts, mais l'OMS a estimé qu'il y avait une «chance réaliste de stopper» la propagation du virus, bien que ce dernier reste une «grave menace» pour le monde, selon l'organisation.

Devant des parlementaires américains, le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a assuré suivre de près les développements liés à l'épidémie. Le patron de la Fed a toutefois dressé un tableau rassurant de l'économie américaine, jugeant adaptée la politique monétaire actuelle de la Banque centrale américaine.

Vers 17h20 GMT, Wall Street évoluait dans le vert : le Dow Jones Industrial Average progressait de 0,11 %, l'indice Nasdaq, à forte coloration technologique, de 0,58 % et l'indice élargi S&P 500 de 0,44 %. Parmi les indices européens, Paris a gagné 0,65 %, Francfort 0,99 %, Londres 0,71 %, Milan 0,74 %, Madrid 0,68 %, Lisbonne 1,21 %, la Bourse suisse 0,56 %, Amsterdam 1,16 % et Bruxelles 1,28 %. L'Eurostoxx a gagné 0,96 %. Du côté des valeurs, le secteur des matières premières a profité de la reprise des bourses européennes et de celle des cours du brut. A Londres, BP a gagné 1,26 % et Royal Dutch Shell 0,68 %. A Paris, CGG a bondi de 6,39 %, ArcelorMittal a gagné 1,32 % et Total a progressé de 0,93 %. N. T.

Changes
L'euro se stabilise face au dollar dans un marché optimiste

L'EURO se stabilisait hier face au dollar, mettant fin à une série de baisses dans un marché plutôt confiant face à l'épidémie de Covid-19. Hier matin, l'euro gagnait 0,03 % face au billet vert, à 1,0919 dollar. La monnaie unique a mis fin mardi à sa descente après six séances d'affiliée de baisse, même si elle a touché dans la journée un nouveau plus bas depuis début octobre, à 1,0892 dollar. «Sur les marchés financiers, on entrevoit de plus en plus la lumière au bout du tunnel concernant Covid-19, la croissance des nouveaux cas à Hubei ayant ralenti pour un deuxième jour», a expliqué Kit Jukes, analyste, tandis que le yen, considéré comme une valeur refuge, baissait face aux autres principales devises. Le nombre de nouveaux cas quotidiens rapporté hier (2 015) a sensiblement diminué en Chine par rapport à mardi (2 478) et lundi (3 062), selon la Commission nationale de la santé. Un total de 44 653 personnes contaminées à désormais été répertorié en Chine continentale. Par ailleurs, le dollar néo-zélandais évoluait en nette hausse face aux autres principales devises, après avoir bondi à la suite du maintien du taux directeur de la banque centrale. Les analystes ont avancé de nombreux arguments, parfois contradictoires, pour tenter d'expliquer la hausse progressive du dollar depuis 2018.

R. E.

Station de dessalement de l'eau de mer d'Oran

Augmentation du quota de Mascara à 120 000 mètres cubes par jour

■ Le quota destiné à approvisionner la wilaya de Mascara, à partir de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Mectaa (Oran), a été augmenté depuis hier à 120 000 mètres cubes/jour, a annoncé, mardi, le secrétaire général du ministère des Ressources en eau, El Hadj Belkateb.

Par Nassima A.

Le même responsable a indiqué, dans une déclaration à la presse, lors de sa visite dans la wilaya de Mascara pour s'enquérir des projets relevant de son secteur, que le ministère de tutelle, de concert avec la wilaya, a pris toutes les mesures pour augmenter le quota de la wilaya en eau à partir de la station d'El Mactaa, sise à l'est de la wilaya d'Oran. Un quota est destiné à approvisionner 31 communes relevant de la wilaya de Mascara, à hauteur de 120 000 mètres cubes d'eau par jour, a-t-il précisé, rappelant que l'ancien quota était moindre, notwithstanding les perturbations qu'a connues la wilaya lors des opérations de transfert. La wilaya de Mascara connaîtra, au début du mois de ramadhan prochain, une grande amélioration en matière d'approvisionnement en eau potable,

notamment après la réception d'un réservoir de 15 000 mètres cubes de la ville de Mascara destiné à renforcer l'opération d'adduction en eau potable au profit des populations de la même commune, a annoncé le même responsable. Il est prévu la réception d'une partie du projet d'alimentation en eau potable des communes de la daïra de Oued El Abtal à partir du barrage «Oued Taht», en attendant la réception du projet d'approvisionnement des communes de Zahana et d'El Gaada en eau dessalée à partir de la station de pompage de la commune de Oued Tlélat, située au sud de la wilaya d'Oran. El Hadj Belkateb a instruit l'entreprise chargée de la réalisation du projet d'alimentation en eau potable des communes d'Aïn Frah, Oued El Abtal et Sidi Bendjebbar à partir du barrage de «Oued Taht», de rattraper le retard pour livrer la pre-



Ph. > D. R.

mière partie fin avril et le reste au mois de juin prochain. Le secrétaire général du ministère des Ressources en eau a appelé à l'intensification des efforts pour rattraper le retard enregistré dans la réalisation des différents projets, particulièrement celui d'alimentation en eau potable des populations des communes de la daïra d'Oued El Abtal (soit

plus de 30 000 habitants) qui souffrent d'un déficit en la matière. Dans la matinée, il a tenu une rencontre avec les cadres du secteur, au siège de la wilaya, consacrée à l'examen des différents projets, à l'indicatif du secteur des ressources en eau dans la wilaya de Mascara, donnant des orientations pour prendre en charge l'irrigation de la plaine de

Hebra dans la région de Mohammadia et la station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP) dans la même commune, pour irriguer les terres agricoles, ainsi que le projet de désenvasement du barrage de Fergoug, de même que le projet d'irrigation de la plaine de Ghriiss à partir du barrage de Quizert. N. A./APS

Constantine

Les 774 logements promotionnels aidés de l'OPGI seront livrés fin avril

Le chantier de réalisation de 774 logements sociaux participatifs (LSP) de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) implanté à la circonscription administrative Ali-Mendjeli sera livré «d'ici fin avril 2020», a annoncé mardi le wali, Ahmed Abdelhafid Saci. Au terme d'une visite de travail dans cette circonscription administrative, le chef de l'exécutif local a indiqué que ce projet, à l'arrêt depuis plus d'une année, et qui avait fait l'objet de plusieurs mouvements de contestation de la part des sous-

cripteurs revendiquant sa réception, «sera livré avant la fin du mois d'avril prochain». Le promoteur chargé de la réalisation de ce projet «s'est engagé à livrer les logements à l'OPGI avant la fin du mois d'avril prochain», a précisé le même responsable qui a mis l'accent sur l'importance de ce quota de logements dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens concernés. Ce projet affichait un taux d'avancement de 90 % avant d'être mis à l'arrêt pour des problèmes en rapport avec certaines

clauses du marché, a-t-on rappelé, précisant que la construction des bâtiments avait eu lieu en un temps «record» et qu'il ne reste que quelques travaux de finition pour achever le chantier. Plusieurs mouvements de protestation avaient été observés par les souscripteurs qui n'arrivaient pas à comprendre les raisons de l'arrêt «subit» des travaux de réalisation qui avançaient pourtant il y a un peu plus d'une année à un rythme soutenu, a-t-on rappelé. S'agissant du projet de réalisation de 716 logements promotionnels

aidés (LPA), confié au promoteur Batigec et dont les travaux ont été lancés depuis plus de 7 ans, le chef de l'exécutif local, estimant que le retard enregistré dans la réalisation était «inadmissible», a fait part d'un appui de 60 millions DA dérogé pour consolider le chantier. Indiquant que l'entreprise de réalisation s'est engagée à livrer une partie de ce projet d'ici quelques mois avant de le réceptionner entièrement «avant fin 2020», le même responsable a affirmé que tous les problèmes administratifs et réglementaires

entravant l'avancement du chantier «ont été levés». Estimant que le dossier de l'habitat occupe le plus clair de l'attention de l'Etat et des citoyens, le wali a indiqué que ses services œuvrent à accélérer la cadence des travaux à travers les différents chantiers pour être à la hauteur des attentes des citoyens et des pouvoirs publics. Au cours de sa visite de travail dans cette circonscription administrative forte de plus de 400 000 habitants, le wali s'est rendu sur plusieurs chantiers relevant des secteurs de l'Hydraulique, de l'Education nationale, de l'Urbanisme et de la Jeunesse et des Sports notamment. Sur le chantier de réalisation d'une piscine semi-olympique de 2 000 places, situé à l'entrée de Ali-Mendjeli et dont les travaux datent de 2003, le wali a donné des instructions fermes pour rattraper le «grand retard», annonçant des mesures d'urgence qui seront prises pour permettre sa réception dans les meilleurs délais. Samy T.

Tomate industrielle à El Tarf

Le système d'irrigation goutte à goutte à renforcer

Le renforcement du système d'irrigation par goutte à goutte pour la culture de la tomate industrielle a été souligné à El Tarf, lors d'une rencontre dédiée au développement de cette filière à l'initiative de la Direction des services agricoles (DSA). L'extension des superficies irriguées en renforçant le recours au système d'irrigation goutte à goutte est l'une des «conditions» pour le développement de cette filière à El Tarf où une superficie de 5 500 hectares est retenue au titre de la campagne 2019/2020 contre 4 117 hectares en 2018/2019, ont indiqué les services de la DSA. Il est également prévu d'augmenter les capacités de transformation de 5 950 tonnes par jour à 9 950 tonnes par jour, a-t-on affirmé avec notamment le retour en activité de l'unité de transformation de Boutheldja. Devant une quarantaine de producteurs de la tomate industrielle et divers acteurs

concernés (unités de transformation, Chambre d'agriculture, UNPA, BADR et APC), le wali Benar Harfouche a mis l'accent sur les efforts consentis par l'Etat dans le cadre de «l'accompagnement des producteurs ainsi que les mesures incitatives prises au profit des opérateurs de la filière tomate». Rappelant que «la

wilaya d'El Tarf occupe la deuxième place à l'échelle nationale en matière de superficie et de production de la tomate industrielle», le wali a mis en exergue l'importance de ce genre de rencontres visant le «développement et la promotion de cette filière stratégique». Des producteurs et des transformateurs de

la tomate industrielle ont soulevé plusieurs préoccupations entravant leur activité, principalement celle liée au problème de remboursement des crédits. A ce sujet, les représentants de la BADR ont affirmé que la banque n'accorde des crédits qu'à ceux qui ont remboursé leurs dettes antérieures. O Y.

Sétif

Nécessité d'accélérer la livraison des projets de logements

Les entrepreneurs chargés des projets de réalisation de logements de diverses formules qui accusent un retard dans les travaux lancés dans les communes de Sétif et El-Eulma doivent «accélérer le rythme pour livrer les projets dans les plus brefs délais», a insisté, mardi après-midi, le wali de Sétif, Mohamed Belkateb. Le même responsable a souligné la nécessité d'«accélérer la cadence des travaux de réalisation des projets de logements dans le but de les distribuer aux bénéficiaires dans les délais», rappelant que cela permettra à la wilaya de Sétif, classée

deuxième à l'échelle nationale en matière de nombre de population, de «bénéficier de nouveaux quotas de logements». Le chef de l'exécutif local a instruit à cet effet les entrepreneurs chargés de la réalisation de logements publics aidés (LPA), à savoir 5 entrepreneurs à Sétif et 17 à El-Eulma, d'achever les travaux de réalisation de 920 LPA à Abid Ali «avant le mois de ramadhan», sur un total de 1 590 unités, soulignant que la distribution du reste des unités est prévue «avant la prochaine rentrée sociale». Par ailleurs, le même responsable a instruit les entrepreneurs char-

gés de la réalisation de 670 unités LPA à El-Eulma de renforcer les chantiers pour délivrer 280 logements de ce quota «avant le mois de ramadhan», tandis que le reste sera distribué «avant la prochaine rentrée sociale». Les entrepreneurs ont soulevé différents problèmes entravant le bon déroulement des travaux de réalisation pour justifier le retard enregistré par les travaux. Pour sa part, M. Belkateb a assuré que les entrepreneurs qui ne respectent pas la réglementation en vigueur seront notamment «blacklistés».

R. R.

Libye

L'ONU appelée à voter une résolution pour soutenir un cessez-le-feu

■ Le Conseil de sécurité de l'ONU était appelé à voter, hier, une résolution soutenant un cessez-le-feu en Libye, qui serait le premier texte contraignant adopté depuis le déclenchement du conflit, début avril.



Par Mahi B.

Selon des sources diplomatiques, un vote a été demandé par le Royaume-Uni, rédacteur d'un texte qui a fait l'objet de discussions ardues depuis plus de trois semaines.

Le projet de résolution «*affirme la nécessité d'un cessez-le-feu durable en Libye, à la première occasion et sans pré-conditions*».

Dans ce texte, Londres a choisi de maintenir la mention de la «*préoccupation* (du Conseil) devant l'implication croissante de mercenaires en Libye».

Le projet de résolution britannique «*invite*» par ailleurs les organisations régionales, «*notamment l'Union africaine, la Ligue des Etats arabes et l'Union européenne*», à voir comment elles «*pourraient soutenir l'ONU*» dans ses missions politiques et d'éventuelle supervision d'un cessez-le-feu en Libye.

Il réclame la poursuite des négociations de la commission militaire conjointe créée en jan-

vier, dans laquelle sont représentés les deux camps, pour aboutir à un «*cessez-le-feu permanent*» incluant un mécanisme de contrôle, une séparation des forces et des mesures de confiance.

Réunie à Genève, cette commission s'est séparée samedi sans parvenir à un accord de cessez-le-feu, mais l'ONU a proposé de reprendre les discussions à partir du 18 février.

Le projet de résolution demande au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, de soumettre au Conseil de sécurité des propositions sur le contrôle d'un cessez-le-feu «*dès que possible, une fois (que celui-ci) sera décidé par les parties libyennes*».

Le texte entérine enfin les conclusions du sommet de Berlin tenu le 19 janvier et qui demandait aux Etats membres de s'abstenir de toute interférence dans le conflit libyen.

En dépit d'un embargo sur les armes imposé pour ce pays depuis 2011, les violations se poursuivaient encore très récemment, qualifiées de «*scandale*»

ce week-end par Antonio Guterres. Mardi après-midi, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, par 14 voix sur 15, une résolution germano-britannique prolongeant jusqu'au 30 avril 2021 l'embargo sur les armes et des mesures liées au pétrole, à des interdictions de voyage et des gels d'avoirs.

Boukadoum : le peuple libyen, seul habilité à choisir qui le représente

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a réaffirmé, mardi à Alger, que «*le peuple libyen est le seul habilité à choisir qui le représente*», infirmant «*un quelconque mécontentement*» du gouvernement légitime en Libye en raison de sa dernière rencontre avec le Maréchal Khalifa Haftar.

«*Les choses se sont bien passées lors de ma dernière visite en Libye, il n'y a eu aucun problème. Nous ne faisons aucune différence entre toutes les parties libyennes, car seul le peuple*

libyen est habilité à choisir qui le représente», a déclaré le ministre à la presse, en marge d'une plénière de l'APN consacrée à la présentation et au débat du Plan d'action du gouvernement.

Infirmant «*un quelconque mécontentement*» du gouvernement légitime en Libye suite à sa dernière rencontre avec le maréchal Khalifa Haftar, M. Boukadoum a précisé avoir rencontré le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Taher Siala, et «*cette question n'a pas été soulevée*».

«*La position de l'Algérie est claire envers tous les frères libyens et non seulement ceux de Tripoli et Benghazi*», a-t-il souligné.

L'ONU proroge l'interdiction des exportations illicites de pétrole

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté mardi une résolution visant à proroger l'interdiction des exportations illicites de pétrole depuis la Libye, y compris le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés, jusqu'au 30 avril 2021.

La résolution 2509 a été soutenue par 14 des 15 membres du Conseil de sécurité, la Russie s'étant abstenue.

L'interdiction actuelle expire le 15 février 2020. La même résolution prolonge également le mandat du Groupe d'experts assistant le comité des sanctions contre la Libye du Conseil de sécurité jusqu'au 15 mai 2021.

Selon la résolution, le groupe d'experts devrait soumettre au Conseil de sécurité un rapport intérimaire sur ses travaux d'ici le 15 septembre 2020 et un rapport final avec ses conclusions et recommandations le 15 mars 2021 au plus tard.

La résolution demande à tous

les Etats membres de l'ONU de se conformer pleinement à l'embargo sur les armes, à l'interdiction de voyage et au gel des avoirs, et les appelle en outre à ne pas intervenir dans le conflit ni à prendre des mesures susceptibles de l'aggraver.

M. B./APS

Obsèques de Daniel Arap Moi Le président sahraoui rend hommage à l'un des «meilleurs enfants du continent africain»

LE PRÉSIDENT de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Gali, a assisté aux funérailles nationales de l'ancien président kenyan, Daniel Arap Moi, et a rendu hommage à l'un des «*meilleurs enfants du continent africain*», a rapporté l'Agence sahraouie SPS.

Les funérailles nationales de l'ancien président Daniel Arap Moi, décédé le 4 février dernier, ont eu lieu mardi au stade Nyayo, lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté plusieurs chefs d'Etat africains et des personnalités de haut rang du continent. Lors de son discours devant les chefs d'Etat, des personnalités et des milliers de Kenyans au stade Nyayo, le président sahraoui a décrit Daniel Arap Moi comme l'un des «*meilleurs enfants du continent africain pour sa défense de la liberté, de la dignité, de la sécurité et de la sûreté et du développement*». «*Tous les Africains partagent votre tristesse. Nos condoléances à la famille de l'ancien président, à la grande famille kenyane et au président Uhuru Kenyatta*», a poursuivi le président sahraoui. D'autres chefs d'Etat ont assisté à cette cérémonie, parmi lesquels le Rwandais Paul Kagame, le Djiboutien Ismaël Omar Guelleh, l'Ethiopienne Sahle-Work Zewde, le Sud-Soudanais Salva Kiir ou encore l'Ougandais Yoweri Museveni. A rappeler qu'au cours de la séance d'ouverture de la 33^e session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, dimanche à Addis-Abeba en Ethiopie, l'Assemblée a observé une minute de silence en l'honneur de Daniel Arap Moi qui a présidé l'Organisation de l'Unité africaine en 1981. Daniel Arap Moi a dirigé le Kenya entre 1978 et 2002, après avoir succédé au père de l'indépendance Jomo Kenyatta – lui-même père de l'actuel président Uhuru Kenyatta – à la mort de celui-ci en 1978.

R. M.

Formation du gouvernement en Tunisie Fakhfakh s'entretient avec Ghannouchi

Le président de l'Assemblée tunisienne des Représentants du peuple (ARP, Parlement), Rached Ghannouchi, a rencontré mardi Elyès Fakhfakh, chargé par le président de la République de former le prochain gouvernement, a rapporté l'Agence TAP. «*La rencontre s'inscrit dans le cadre du souci du président du Parlement de pousser à clarifier la vision et à rapprocher les vues entre les différentes parties*», a indiqué la présidence du Parlement dans un communiqué.

Elyès Fakhfakh a, de son côté, écrit sur sa page Facebook que l'entretien a permis de passer en revue l'avancement du processus de formation du gouvernement. Elyès Fakhfakh a eu une série d'entretiens, vendredi et samedi derniers, avec plusieurs partis et groupes parlementaires dans le cadre des concertations en cours sur la formation de la prochaine équipe gouvernementale. Le 31 janvier dernier, il avait déclaré que les partis associés aux concertations sont Ennahdha,

le Courant démocrate, Echaab, Tahya Tounès, Machrou Tounès, Al Badil, Afek Tounès, l'Union populaire républicaine, Nidaa Tounès et la Coalition Al Karama. Il avait estimé qu'il pourrait compter sur le soutien de 160 députés dans la mesure où le prochain gouvernement représentera, a-t-il promis, les différentes familles politiques.

Tunisie-FDA : signature d'un accord de financement d'un projet d'insertion économique

La Tunisie et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont signé un accord de financement du projet d'insertion économique, sociale et solidaire à Kairouan, d'une enveloppe financière de 157 millions de dinars tunisiens (environ 50 millions d'euros), a indiqué, mardi, un communiqué du ministère tunisien de l'Agriculture.

Ce projet financé par le prêt du FIDA, d'un

don du Fonds d'adéquation avec les changements climatiques avec la participation de l'Etat tunisien et des bénéficiaires privés, sera réalisé sur six ans par le commissariat régional au développement agricole de Kairouan et touchera 16 800 familles. Les femmes constitueront la moitié des bénéficiaires de ce projet et les jeunes représenteront 30 %, précise la même source. L'objectif du projet est de développer et protéger les ressources naturelles, renforcer l'infrastructure de base et améliorer les conditions de vie des citoyens à travers l'adoption d'une approche participative. L'accord a été signé lundi par le ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, Samir Taieb et le vice-président adjoint du FIDA, chargé de la direction des projets Donal Brown dans le cadre de la participation de la Tunisie à la 43^e édition du conseil des gouverneurs du Fonds qui se tient à Rome les 11 et 12 février 2020.

Moncef Gh.



Iran

Défendre le pays «jusqu'au dernier souffle», une marée humaine déferle sur Téhéran

■ «Nous sommes fiers d'être Iraniens!». Dans un assourdissant fond sonore de chants patriotiques et sourates du Coran diffusés par des hauts-parleurs, une foule impressionnante, noire d'innombrables femmes en tchador, a déferlé mardi sur Téhéran pour célébrer la révolution islamique.

Par Rosa C.

L'atmosphère est changeante et déconcertante : d'un côté des familles de classe moyenne avec des poussettes décorées de ballons, des enfants dont les vêtements sont les seules couleurs vives, détonnant dans la masse noire, des jeunes filles agitant avec un grand sourire des drapeaux, se réchauffant des températures glaciales en avalant une soupe ou des abricots séchés vendus sur de nombreux stands. Et à quelques mètres seulement, des participants piétinent d'immenses drapeaux américains et israéliens

sur un sol à peine dégelé des chutes de neige de la nuit. Toisant la foule de leurs regards défiants, un groupe de jeunes portent un faux cercueil symbolisant l'enterrement d'un soldat américain, devancé par un des leurs, enchaîné par des cordes tel un soldat captif. Aux cris de «Mort à l'Amérique» ou «Mort à Israël», des caricatures de Donald Trump sont brandies. L'odeur entêtante des fumées de drapeaux américains brûlés traverse le cortège. Parmi la foule, Jaber Seyvanizad, 30 ans, étudiant en droit international, se démarque avec sa barbe de hipster, ses lunettes à la mode et son keffieh négligemment posé sous

un manteau cintré. Mais son message rejoint celui de la foule : «C'est très important de participer à ce rassemblement parce que l'Iran est actuellement visé par des sanctions illégales et illégitimes et des pressions politiques, économiques et culturelles», lance-t-il à l'AFP. Après s'être retirés unilatéralement de l'accord sur le nucléaire iranien en mai 2018, les États-Unis ont rétabli par vagues des sanctions économiques contre l'Iran, asphyxiant son économie. «Mais si nous sommes capables de montrer que nous sommes une nation unie, cela enverra un message fort aux gouvernements occidentaux et en particulier à la Maison-Blanche», estime Jaber. Survolée à basse altitude par des hélicoptères des forces de sécurité – dont l'un lancera de manière inopinée des fleurs sur les participants – la foule tient à bout de bras des portraits en hommage au puissant général iranien Qassem Soleimani, tué début janvier par une frappe américaine à Bagdad. L'hommage au «martyr» est au cœur du rassemblement, explique Saïd Khanabadi, 36 ans, travaillant dans les médias, dans un français impeccable. «Nous en profi-



PH. > D. R.

tons pour commémorer le martyr du général. Soleimani était aimé par tous les milieux sociaux, pas seulement par les religieux. Il a combattu pour l'Islam et pour l'Iran», argumente-t-il. «Pour nous, l'Islam est important mais aussi l'Iran et le nationalisme iranien». En l'éliminant, «Donald Trump voulait humilier la République islamique. Au contraire, son martyre a unifié les Iraniens de différentes classes sociales (...) nous allons défendre la cause nationale jus-

qu'au dernier souffle», martèle-t-il avant de s'évanouir dans le cortège ondulant vers la place où le président iranien Hassan Rohani a prononcé un discours fustigeant les États-Unis. Parmi la foule, nombre de jeunes brandissent aussi des pancartes représentant le poing d'une main fermée, pour dénoncer le plan américain de règlement du conflit israélo-palestinien, rejeté par l'Iran et d'autres pays musulmans. R. C.



Commentaire

Divisions

Par Fouzia Mahmoudi

En décembre 2016, à un peu moins de quatre mois de l'élection présidentielle, les militants et sympathisants de la droite et du centre étaient invités à participer aux élections primaires organisées par Les Républicains. Des élections primaires qui ont bouleversés les attentes et les analyses des observateurs politiques. En effet, tous misaient sur une victoire nette d'Alain Juppé, favori des sondages, qui semblait avoir réussi à séduire les électeurs de droite comme du centre. Sauf que dans les faits il a été balayé par la vague François Fillon, aussi inattendue que dévastatrice. Nicolas Sarkozy, qui avait alors fini troisième, avait à l'issue de ce scrutin, annoncé une nouvelle fois sa retraite de la scène politique. Fillon, quant à lui, semblait alors certain de remporter une présidentielle qui l'opposait à l'inconnu Macron et à l'héritière Le Pen. Sa victoire semblait fin 2016 aller de soi. Pourtant, la révélation par le «Canard Enchaîné» des affaires de détournements de fonds publics de la famille Fillon qui ont en quelques années de pouvoir mis dans leurs poches plusieurs millions d'euros, a fait dérailler la «success story» de l'ancien Premier ministre. Aujourd'hui, alors que les partis commencent à chercher leur candidat idéal, beaucoup à droite sont vent debout contre une réédition de la débâcle de la dernière présidentielle et beaucoup associent, à tort ou à raison, la catastrophe Fillon à l'élection primaire. En effet, pour de nombreux élus LR, cette méthode de désignation d'un candidat, par vote des militants et sympathisants, serait à l'origine de l'échec des partis traditionnels, de gauche comme de droite, lors de la présidentielle 2017. Pourtant, entre Xavier Bertrand, François Baroin, Valérie Pécresse ou encore Bruno Retailleau, le parti va devoir trancher d'une manière ou d'une autre pour savoir quel (le) champion(ne) portera ses couleurs en 2022. Or, pour certains, il s'agirait là de la seule méthode viable pour choisir le ou la candidate de la droite. Parmi eux, Gérard Larcher ou Valérie Pécresse. Les deux responsables n'ont jamais caché être favorables à ce dispositif. Pour la présidente de la région Ile-de-France, il faudrait même une primaire ouverte. «Aujourd'hui, aucun candidat ne se détache, les électeurs sont éparpillés, certains sont en dehors du parti, d'autres dedans, d'autres encore ont voté Macron pour les européennes. Il faut que toutes ces personnes puissent s'exprimer et choisir», explique un proche de l'ancienne ministre. Certains hauts cadres réfléchissent à un système «intermédiaire» où des personnes ayant prouvé leur statut de «sympathisant» pourraient voter. Mais nombreux sont ceux à ne plus vouloir entendre parler de cette méthode. A la direction, Christian Jacob y est fermement opposé lui aussi. «Primaire ou pas, il faudra se réunir pour discuter de la méthode assez vite après les municipales», prévient Retailleau, sénateur de la Vendée. Le seul espoir de la droite de se tirer d'affaire sans avoir à recourir une fois encore aux primaires serait qu'un candidat se détache nettement dans les sondages dans les deux prochaines années. Une candidature «naturelle» qui renouerait ainsi avec la tradition française. La droite et la gauche en voulant à tout prix singer les États-Unis n'ont ainsi fait que perturber leurs électeurs qui ont fini par se tourner vers des partis qui n'ont pas eu besoin de primaires pour trouver leurs candidats, mais qui au contraire se sont appuyés sur une hiérarchisation classique. F. M.

Primaires démocrates

Sanders remporte le New Hampshire, Biden s'effondre

En promettant de «battre Donald Trump», le socialiste Bernie Sanders a salué mardi sa victoire dans la primaire démocrate du New Hampshire, tandis que l'ancien vice-président Joe Biden a essuyé un cuisant revers dans la course pour défier le président républicain en novembre. Les modérés Pete Buttigieg et Amy Klobuchar talonnent le sénateur indépendant Bernie Sanders, désormais installés dans le groupe des candidats susceptibles de remporter l'investiture démocrate. «C'est le début de la fin pour Donald Trump», a lancé à une foule en liesse Bernie Sanders, nouveau favori de la course. Une fois les résultats de neuf bureaux de vote sur dix rendus, le vétéran de la politique avait remporté 26 % des suffrages, suivi par l'ex-maire Pete Buttigieg (24 %) et la sénatrice Amy Klobuchar (20 %), selon les comptabilisations des médias américains. Longtemps favori, Joe Biden affichait un résultat humiliant en n'arrivant que cinquième et loin derrière (8 %). Il est devancé par la sénatrice progressiste Elizabeth Warren (9 %) qui elle aussi enregistre un score extrêmement décevant. Bernie Sanders, 78 ans, et Pete Buttigieg, 38 ans, se présentaient en favoris dans

cette primaire du New Hampshire après avoir dominé il y a huit jours dans l'Iowa. L'ancien maire de South Bend, une ville d'une centaine de milliers d'habitants, l'avait alors emporté d'un cheveu contre le sénateur du Vermont. Mardi soir dans le New Hampshire, M. Buttigieg s'est posé en meilleur atout pour battre un président qui avait su séduire, en 2016, dans les régions rurales et industrielles du «Midwest». «Un grand nombre d'entre vous ont décidé qu'un maire de la classe moyenne et ancien militaire venant du Midwest était le meilleur choix pour défier ce président», s'est réjoui le premier candidat homosexuel aussi bien placé dans la course à la Maison-Blanche. Il était accompagné sur scène par son épouse Chastain Buttigieg. Triomphante, la sénatrice du Minnesota âgée de 59 ans Amy Klobuchar, s'est aussi félicitée de son résultat. L'Iowa et le New Hampshire ne distribuent qu'un tout petit nombre de délégués sur les 1 991 nécessaires pour décrocher l'investiture du parti en juillet. Mais ces deux petits États représentent d'importants tremplins dans la longue route qui mène à la présidentielle. Face à des résultats décevants,

Andrew Yang, entrepreneur de 45 ans qui s'est forgé une renommée avec sa proposition d'instaurer un revenu universel, et le sénateur Michael Bennet, ont jeté l'éponge dans la soirée. Neuf candidats sont encore en lice. Et ces derniers jours, les rapports de force semblent avoir changé. Bernie Sanders a doublé l'ancien vice-président Joe Biden, 77 ans, dans les sondages nationaux, même si ces derniers sont à prendre avec beaucoup de précautions. Pete Buttigieg n'arrive lui qu'en cinquième place dans cette moyenne nationale. Mais il affiche une courbe en nette hausse depuis l'Iowa. Les résultats du New Hampshire donneront un grand élan à MM. Sanders et Buttigieg avant les prochains votes des primaires : le Nevada le 22 février puis la Caroline du Sud le 29 février. C'est là que Joe Biden jouera la suite de sa campagne. En pitoyable position, il a quitté le New Hampshire avant même l'annonce des résultats pour se rendre directement en Caroline du Sud. L'ancien vice-président de Barack Obama y est donné très largement favori, car il bénéficie de forts soutiens dans la population noire, majoritaire parmi les électeurs démocrates de cet État.

Festival national du théâtre amazigh à Batna

La pièce «Yema n Dzair» remporte le prix du meilleur spectacle

■ Le tomber de rideau sur la onzième édition du Festival national du théâtre amazigh s'est déroulé mardi à Batna, après la remise des prix aux lauréats. C'est la pièce «Yema n Dzair» (Ma mère l'Algérie), de l'association culturelle «Ithrhène Takerdousset» de Bouira a remporté le prix du meilleur spectacle de cette édition qui a connu une forte participation.

Par Abia Selles

La pièce «Yema n Dzair» (Ma mère l'Algérie), de l'association culturelle «Ithrhène Takerdousset» de Bouira, a remporté le prix du meilleur spectacle de la 11^e édition du Festival national du théâtre amazigh, clôturée mardi soir au théâtre régional de Batna. Ayant enchanté le public, cette pièce théâtrale relatant la triste histoire d'une mère qui consacre sa vie à son fils, happé par les affres de la criminalité une fois devenu grand avant de finir par se retrouver en prison, a été très applaudie par le public du festival. La cérémonie de remise des prix de ce festival qui s'est ouvert le 3 février en cours, s'est déroulée dans une ambiance festive au milieu d'une présence singulière des familles. Le prix du meilleur réalisateur a été décerné à Massinissa Hadbi pour sa pièce «Ettabek Essabaâ» (7^e étage) du théâtre régional de Tizi Ouzou et celui de la meilleure interprétation masculine est revenu à Malek Fellag qui a joué dans cette même pièce. De son côté, Saddam Sahrâoui a rem-

porté le prix du meilleur texte pour sa pièce «Ithnain fi Ouahed» (Deux en un), de la coopérative culturelle «El Fadha El Azrek» de Batna, tandis que Hamza Boukir a obtenu le prix de la meilleure scénographie pour sa pièce «Chafaoui» (Souvenirs) de la coopérative Thagherma de Akbou (Béjaia), dont la comédienne Hassiba Aït Djebara a remporté, au même titre que Soumia Bouneb, le prix de la meilleure interprétation féminine pour les pièces respectives «Chafaoui» et «Tinhinane» du théâtre régional d'Oum El Bouaghi. Quant au prix de la meilleure musique, il a été décerné à Abdeladhim Khomri pour la pièce «Tinhinane» du théâtre de Oum El Bouaghi, qui s'est également vu attribuer le prix de la seconde meilleure interprétation féminine à Zoulikha Talbi (Tinhinane) ex-æquo avec Nassira Benyoucef pour la pièce «Yema n Dzair» de Bouira. Le comédien Salah Chiba, de la coopérative «El Fadha El Azrek» de Batna, a décroché, pour sa part, le prix de la seconde meilleure interprétation masculine, alors que le prix du jury a été



décerné à la troupe «Tala» des arts dramatiques de Tizi Ouzou pour la pièce «Nek nagh ntsat» (Elle ou moi). Les recommandations du festival ont mis l'accent, au terme des 9 jours de compétition artistique, sur la nécessaire formation des coopératives et des troupes participantes, après

le constat du niveau très disparate des troupes théâtrales concurrentes. Le jury du festival a proposé de constituer un comité de sélection des spectacles participants et d'encourager les coproductions entre théâtres régionaux et compagnies culturelles. Le commissaire du festival,

Salim Souhali, a considéré que «cette manifestation demeurera une espace ouvert aux énergies théâtrales créatives afin de promouvoir le théâtre d'expression amazigh». Au total, 16 troupes de diverses localités du pays, dont celles des théâtres régionaux de Béjaia, Tizi Ouzou, Oum El Bouaghi et le TNA, ont participé à ce festival qui a connu notamment la tenue d'une conférence sur le théâtre en tant qu'espace de communication et de fraternité.

A. S.

Rencontre sur le cinéma en Algérie

L'absence de salles de cinéma, principal obstacle à la relance

Producteurs, techniciens du cinéma et animateurs de ciné-clubs ont appelé, mardi à Alger, à récupérer les salles de cinéma, à mettre en place des réseaux de distribution de films et à créer des espaces de travail dédiés ciné-clubs en vue de relancer concrètement le cinéma en Algérie.

S'exprimant lors d'une rencontre sur le cinéma, organisée sur trois jours par le ministère de la Culture et présidée par le secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie cinématographique, Bachir Youcef Sehairi, des animateurs de ciné-clubs ont pointé l'absence de salles de cinéma et la vétusté du matériel de projection qui entravent, estiment-ils, toute velléité de relance du secteur.

Les participants ont demandé de meilleures conditions de projection, la réouverture des salles inexploitées actives et la «revitalisation» des espaces existants. Ils préconisent également l'organisation d'ateliers

de formation pour les cinéastes amateurs et appellent à «régler sans délais» le problème des visas d'exploitation des films algériens, une procédure qu'il juge «lourde» et restrictive pour la liberté de créer.

Dans une séance dédiée aux producteurs et distributeurs, les participants avaient évoqué la nécessité de récupérer les nombreuses «salles de cinéma gérées par les collectivités locales et celles détournées de leur vocation». Ils souhaitent, par ailleurs, la mise en place de programme de distribution pour développer une industrie cinématographique «tournée vers la rentabilité».

Bachir Youcef Sehairi avait indiqué que le secrétariat d'Etat œuvrait à «trouver des solutions au problème de récupération et d'exploitation des salles de projection».

Des cinéastes ont également relevé les «procédures administratives et bureaucratiques lourdes» auxquelles est astreinte la

production cinématographique, citant en particulier les autorisations de tournage exigées aux réalisateurs.

Producteurs et associations activant dans le cinéma ont demandé de leur côté des mécanismes d'encouragement au court métrage et au film documentaire, ainsi que la multiplication des ateliers de formation et d'écriture cinématographiques en associant les professionnels algériens.

Les participants ont regretté l'absence de «grands noms du cinéma» algérien ainsi que l'absence d'une séance dédiée aux réalisateurs, acteurs et scénaristes.

Présente lors de la journée de lundi, la ministre de la Culture, Malika Bendouda, a réitéré la volonté politique exprimée au plus haut niveau de l'Etat pour développer le cinéma et qui s'est traduite par la création du secrétariat d'Etat chargé de l'Industrie cinématographique, a-t-elle rappelé.

«Un livre contre un ticket de spectacle»

L'opération rééditée en mars à Alger

Une nouvelle édition de l'opération à destination des enfants «Un livre contre un ticket de spectacle» sera organisée en mars prochain à Alger par le théâtre régional d'Oran «Abdelkader-Alloula» (TRO), a annoncé mardi le directeur de cette structure culturelle.

«La réédition de cette initiative est prévue en mars prochain au théâtre municipal d'Alger-Centre qui accueillera, durant une semaine, plusieurs productions

du TRO destinées aux enfants», a précisé à l'APS Mourad Senouci.

Il s'agit de la 3^e édition de cette action dont l'objectif est de «recueillir un maximum de livres pour enfants en perspective de la création d'une bibliothèque pour enfants au Centre hospitalo-universitaire Mustapha-Pacha d'Alger», a expliqué M. Senouci.

La première édition de cette opération avait permis, en 2018, la dotation de la bibliothèque de l'hôpital pédiatrique de «haï El-

Menzah» (Canastel) à Oran d'un fonds riche de 3 000 ouvrages, a-t-il rappelé.

La deuxième édition, organisée en décembre dernier lors de la manifestation «Vacances au théâtre», a donné lieu à la collecte d'un millier de livres qui ont enrichi les fonds de deux bibliothèques communales situées à Ghyel et Hassi Mefsoukh, dans la wilaya d'Oran.

Plusieurs spectacles à succès, produits ou coproduits par

le TRO, seront à l'affiche du Théâtre d'Alger-Centre dans le cadre de la semaine oranaise.

Cet événement, qui coïncidera avec la période des vacances scolaires de printemps, verra l'animation, à raison de deux séances quotidiennes, de «Kittar Eddounia», «Sindbad», «Ennahla», «Pinnocchio» et «Garagouz oua el-aroussette», a fait savoir le directeur du TRO.

L. B.

AGEND'ART

Galerie d'Arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 15 février :

Exposition de photographies «Sur la route de Sefar, la ville énigme de l'histoire» de Omar Dib.

Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah

Jusqu'au 18 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaia), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Ain Beïda).

Centre commercial Festival city (Batna)

Jusqu'au 14 février :

4^e édition du Salon national du livre.

Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Samedi 22 février :

Concert par l'artiste Zahia Benzengli, intitulé «Mosaïque andalouse». Un programme riche en poèmes et mélodies du patrimoine andalou et ses dérivés.



USM Alger

Le groupe Serport nouveau repreneur

LE GROUPE des services portuaires «Serport» a donné son accord pour la reprise de la société par actions SSPA/USM Alger (Ligue 1 de football professionnel), a déclaré mardi le P-dg du groupe chargé de la gestion de dix entreprises portuaires, Achour Djelloul. «A l'issue de l'audience accordée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, nous avons eu le feu vert et le soutien des pouvoirs publics afin d'entamer les procédures avec la justice algérienne et reprendre les actions de l'USMA, une démarche pérenne qui doit être soutenue par tous les amoureux du club», a déclaré Achour Djelloul lors d'une conférence de presse animée à Alger. Accompagné par le président du Conseil d'administration, Boualem Chendri et le secrétaire général, Mounir Debbichi, le P-dg du Serport s'est longuement étalé sur le projet «ambitieux» et «engagé», mais sans toutefois divulguer les modalités et les mécanismes de cette transaction avec le club algérois. «Les pouvoirs publics sont favorables pour la conclusion de cette transaction, mais les démarches se feront avec la justice et pas avec l'ex-proprétaire, à savoir Ali Haddad. Nous avons entamé notre audit qui est déjà finalisé et je peux vous dire qu'il y a des choses qui sont bonnes et d'autres qui ne sont pas bonnes dans la gestion de l'ancienne direction», a-t-il précisé. Concernant les dettes de l'USMA auprès des organismes publics et privés, le P-dg du groupe Serport s'est dit «prêt à acheter les actions du club avec tout ce qu'il a comme historique très lourd en matière de gestion financière». «Nous sommes dans

une démarche citoyenne et nous avons tous les détails de la gestion de l'USMA. Nous connaissons exactement les dettes auprès des organismes publics et privés. L'historique du club est très lourd. Il y aura des décisions qui seront prises par les pouvoirs publics pour faciliter cette transaction. Quel que soit le montant de la dette, nous nous sommes engagés à aider ce grand club», a dit Achour. Le P-dg du Serport a annoncé à cette occasion que son groupe a commencé déjà les études pour la construction du Centre de formation d'Ain-Benian qui doit accueillir des terrains répliques, un hôtel et des blocs administratifs. «Nous avons une autre vision de la gestion future du club. Ce n'est pas uniquement un apport financier mais un grand projet qui fera de l'USMA une véritable entreprise avec ses moyens logistiques et commerciaux. Il y aura une nouvelle direction. Je sais pertinemment que ça n'a pas été facile pour les dirigeants actuels, mais le club a besoin d'organes de gestion qui vont fonctionner avec des objectifs bien précis», a conclu le P-dg du Serport. Avant de réfléchir à reprendre les actions du club algérois, le groupe Serport est actuellement le sponsor principal de l'USMA qui vit une situation très difficile depuis le début de l'exercice 2019-2020 suite aux poursuites judiciaires contre son propriétaire et homme d'affaires, Ali Haddad. Le groupe Serport qui compte 15 000 employés est issu de la transformation juridique de l'ex-société de gestion des participations de l'Etat Port «SGP Sogeport-Spa». Il est chargé, entre autres, d'exercer les activités de dix ports commerciaux et 45 ports de pêche.

Coupe d'Algérie de football/8^{es} de finale ESS-CSC en vedette, le tenant en danger

■ Les huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie qui auront lieu ce jeudi devraient tenir toutes leurs promesses avec des confrontations qui seront certainement très disputées, avec le match qui opposera l'Entente de Sétif au CS Constantine, choc de ce tour. Le tenant du trophée, le CR Belouizdad, lui, sera en danger vu qu'il rend visite à l'US Biskra qui l'attendra de pied ferme.



Les Sétifiens souhaitent aller loin en Coupe

Par Mahfoud M.

Le stade du 8-Mai-1945 s'avérera sans doute exigü pour abriter ce choc opposant deux grands clubs de l'Est du pays qui se donneront la réplique lors des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie. L'Entente qui est l'un des recordmen de la compétition, souhaite décrocher le billet qualificatif au prochain tour, d'autant plus que le match se joue

chez elle. Les poulains du Tunisien El Kouki qui reviennent en force ces derniers temps, surtout en championnat, souhaitent continuer sur cette lancée et décrocher la qualification au prochain tour. Toutefois, les Sétifiens devront faire très attention à cette équipe du CSC qui marche fort ces derniers temps et enregistre de bien meilleurs résultats que lors de la manche aller. Le CR Belouizdad, vainqueur du dernier trophée, rendra visite à

l'US Biskra qui ne se laissera certainement pas faire à domicile. Leader incontesté de la Ligue I, le Chabab souhaite continuer l'aventure en Coupe et arracher la qualification au prochain tour. Les poulains de Dumas pensent que cela est dans leur cordes, à condition de garder leur totale concentration. Un autre match s'annonce palpitant, celui qui opposera l'AS Ain M'ilia au CA Bordj Bou Arréridj. Les M'iliis partent avec les favoris du pronostic mais les Bordjiens pourraient avoir leur mot à dire aussi. L'USM Bel-Abbès affronte l'USM Annaba dans un match équilibré, même si les gars de la Mekerra sont plus proches d'une qualification. Le match opposant l'A Boussaâda au RC Arbaâ sera un choc entre deux formations de Ligue II qui se connaissent très bien. Enfin, le WA Boufarik qui a créé la surprise lors du dernier tour en éliminant le MC Alger, affrontera le MC Oran dans un match très difficile, mais que le leader de la Ligue II amateur souhaite bien négocier. Deux matchs comptant pour les seizièmes de finale auront lieu aujourd'hui aussi et opposeront le PAC au MC El Bayadh et l'ASM Oran à l'USM Alger. Usmistes et pacistes partent favoris, mais ils doivent quand même rester prudents.

M. M.

MC Alger

Neghiz reste très confiant



L'entraîneur Nabil Neghiz, officiellement installé aux commandes techniques du MC Alger mardi, a dès lors annoncé que s'il «n'arrive pas à terminer la saison parmi les trois premiers», il présenterait aussitôt sa «démission», lui qui s'est engagé avec Le Doyen pour un contrat de 18 mois. «Certes, je prends le club dans des conditions difficiles, mais ce n'est pas pour autant une excuse pour revoir ses objectifs à la baisse. Nous sommes actuellement sur la troisième marche du podium et je considère que c'est une position favorable pour continuer à jouer les premiers rôles, et même pour prétendre au titre», a-t-il ajouté en conférence de presse, au stade du 5-Juillet. L'ex-entraîneur adjoint de l'Equipe nationale a reconnu que

«le départ de certaines pièces maîtresses, comme Farouk Chafaï, Ayoub Azzi et Sofiane Bendebka, a beaucoup amoindri le gros potentiel, qui avait permis au MCA de bien démarrer la saison», mais il s'est dit «prêt à faire avec les moyens du bord», pour maintenir la cadence et atteindre ses objectifs. «Ma première mission consiste à remettre l'équipe sur les bons rails. Ce qui passe par redonner confiance aux joueurs, tout en récupérant les blessés, comme Abdelmoumène Djabou, car leur apport nous sera probablement très bénéfique», a-t-il expliqué. Une fois ce premier objectif atteint, Neghiz essaiera de récolter les points qui lui permettront de concurrencer le CR Belouizdad pour le titre, à commencer par le chaud duel contre la JS Saoura, prévu samedi pour le compte de la 18^e journée. «Le MCA reste sur une belle victoire en déplacement, mais c'était en Coupe arabe.

Les choses seront totalement différentes en championnat et il faudra donc répondre présent», a-t-il tenu à rappeler, avant d'espérer «revoir les joueurs confiants et libérés,

comme face au Raja de Casablanca», ce qui avait joué un grand rôle dans cette victoire au Maroc (0-1). Interrogé sur la domiciliation du MCA, Neghiz a assuré que «le fait de jouer à Bologhine, au 5-Juillet ou ailleurs ne lui pose aucun problème», pour peu que «le terrain soit praticable et que les gradins soient suffisamment grands pour accueillir un maximum de supporters mouloudéens», car il compte énormément sur le soutien du public pour l'aider dans sa mission. Neghiz, qui sera appelé à collaborer avec le préparateur physique Mourad Ikiouène et les entraîneurs adjoints Faouzi Lafri et Réda Babouche, a insisté sur d'autres facteurs qu'il a jugés importants pour la réussite de sa mission, notamment le calme, la stabilité et la sérénité. Ce qui implique, selon lui, l'ensemble de la famille mouloudéenne : joueurs, entraîneurs, dirigeants et supporters. «En pareille situation, il faut faire preuve également de rigueur, sur tous les plans, car le moindre relâchement pourrait affecter la bonne marche du club, et vu nos objectifs, c'est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre», a-t-il encore rappelé. Ne disposant pas encore de sa licence d'entraîneur pour pouvoir diriger sa nouvelle équipe à partir du banc, Neghiz a révélé qu'en attendant la régularisation de ce problème, il se contentera de préparer l'équipe pendant les entraînements. «Mes collaborateurs s'occuperont de diriger le groupe à partir du banc, le jour du match», a-t-il encore précisé.

Le programme :
Jeudi 13 février 2020 à 15h :
 WAB-MCO
 USMBA-USMAN
 ABS-RCA
 USB-CRB
 ASAM-CABBA
 ESS-CSC
1/16e de finales :
 PAC-MCBEB
 ASMO-USMA

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

APC de Béjaïa

Les membres du nouvel exécutif désignés

ALORS que le maire de Béjaïa, Abdelaziz Merzougui, est toujours suspendu avec son adjoint et quelques élus dans une affaire de mauvaise gestion du budget de la commission culturelle communale, anciennement appelée Comité des fêtes) entre autres, dont il se clame innocent, le nouveau maire par intérim, Abdenour Tafoukt, a désigné hier son exécutif. Le nouvel exécutif est constitué de Djamel Tiab, vice-président chargé de l'économie, des finances et de la valorisation du patrimoine, Saci Seghir, vice-président

chargé de la santé publique, l'environnement et les espaces verts et Aïssat Yekhlif, vice-président chargé de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Aussi, le volet de l'action sociale, éducation et gestion participative a été confié à une M^{me} Kaïdi Lylia, alors que la jeunesse, le sport, la culture et les événements sont revenus à M^{me} Hama Saïda. Enfin, Merzouk Hassene a hérité des domaines du tourisme, l'artisanat, l'hydraulique, l'agriculture et la pêche.

Hocine C.

CHU

Acquisition d'une colonne de chimio hyperthermie intra-péritonéale

LE SERVICE de chirurgie générale du CHU de Béjaïa a été équipé récemment d'une colonne de chimio hyperthermie intra-péritonéale (CHIP), a annoncé le Professeur Berkane, chef de service de chirurgie générale, sur radio Soummam.

Cet appareil est le deuxième au niveau national, après celui de Batna qui a utilisé cette colonne de CHIP.

La chimiothérapie hyperthermique intra-péritonéale consiste à «baigner» toutes les surfaces des organes et les différentes parois présentes dans l'abdomen dans un produit de chimiothérapie diluée dans du soluté, a expliqué le

professeur. Et d'ajouter : «Différentes molécules ayant fait leurs preuves en intraveineux sont utilisées comme l'oxaliplatine, le cisplatine, l'irinotecan, la mitomycine...». Selon P^r Berkane, «il existe deux grandes techniques pour réaliser ce traitement en fonction des centres. L'hyperthermie, consiste à obtenir une température comprise entre 42 et 43° dans la cavité abdominale.

Elle permet de détruire les cellules tumorales par action directe, d'augmenter la pénétration de la chimiothérapie dans les tissus et de potentialiser son effet».

H. C.

Alger

Coupage d'électricité vendredi et samedi à Rouiba

L'ALIMENTATION en électricité sera interrompue vendredi et samedi de 8h à 16h30 dans la commune de Rouiba (Alger Est), en raison des travaux sur réseau, a indiqué, hier dans un communiqué, la Direction de la distribution de d'El Harrach relevant de la Société de distribution d'électricité et du gaz d'Alger «Sadeg» (filiale du groupe Sonelgaz). Cette coupure qui affectera en particulier la Cité

500 logements LPP de Medeghri, est programmée dans le cadre des travaux engagés par le Gestionnaire du réseau de transport de l'électricité (GTRE) pour l'entretien du réseau électrique de la ligne 60 KV Alger-Est. La Sadeg met à la disposition de ses clients, pour toute information, le numéro de son centre d'appel 3303, joignable 24h/24 et 7j/7, ajoute le communiqué.

K. L.

Pays-Bas

Explosion de lettres piégées dans une tentative d'extorsion

DEUX lettres piégées ont explosé hier sans faire de victimes dans les locaux de deux entreprises aux Pays-Bas, a déclaré la police, selon laquelle il s'agit d'une tentative d'extorsion. Une série de lettres contenant des explosifs, envoyées en décembre et en janvier à des entreprises dans trois villes des Pays-Bas, est l'objet d'une enquête de la police néerlandaise. Les courriers ont explosé dans un bâtiment de la banque ABN AMRO à Amsterdam et dans les locaux de l'entreprise japonaise de services informatiques Ricoh à Kerkade (sud). L'expéditeur exigeait un montant en bitcoins, la célèbre monnaie virtuelle, et menaçait

d'envoyer d'autres lettres piégées si le paiement n'était pas effectué, a rapporté l'agence de presse néerlandaise ANP. «Un employé (d'ABN AMRO) a voulu ouvrir la lettre et a entendu un sifflement. L'employé a jeté la lettre, après quoi une légère détonation s'est produite», a indiqué la police dans un communiqué. La police néerlandaise avait déjà ouvert une enquête sur une série de lettres contenant des explosifs, envoyées en décembre et en janvier à des entreprises dans trois villes des Pays-Bas. L'enquête doit déterminer s'il existe un lien entre cette série de lettres et celles qui ont explosé hier.

Saint-Valentin 2020



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou/Sûreté de wilaya en 2019

200 affaires de cybercriminalité traitées sur le réseau social Facebook

■ Le nombre d'affaires liées à la cybercriminalité, traitées par les services de la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou, est passé de 57 en 2018 à 196 en 2019 et sont presque toutes liées aux publications sur le réseau social Facebook.

Par Hamid M.

Parmi ces victimes, 142 se sont plaints aux services de la police judiciaire suite à des publications portant atteinte à des données personnelles sur ce réseau social, comme la diffamation, l'insulte et le dénigrement et autres, a expliqué hier le chef de la sûreté de wilaya, Madjid Akenouche, qui présentait, en compagnie de ses collaborateurs, le bilan des activités de ses différents services durant l'année 2019. Il a souligné qu'aucune institution publique ne figure parmi ces plaignants. Les autres affaires sont liées aux systèmes informatiques, escroquerie et autres. Le phénomène touche plusieurs domaines, dont le sport. Durant la même période de référence, pas moins de 205 affaires liées aux délits économiques et financiers, dont 81 d'ordre commercial, 19 liées à l'escroquerie, 41 à l'émission de la fausse monnaie, 9 de dilapidation de deniers publics et 8 pour abus d'autorité, ont été enregistrées. Au volet lié à la police générale et la réglementation, il



est fait état de 106 demandes de mariage mixte, essentiellement des jeunes Algériens avec des étrangères. A ce propos, Madjid Akenouche a révélé que plusieurs demandes ont été refusées pour diverses raisons dont l'importance de l'écart d'âge et le statut social de l'épouse. Il a précisé que ses services ont eu à traiter en 2019 une demande de mariage entre un jeune Algérien avec une ressortissante française le dépassant de 33 ans. Même si la loi n'interdit pas le mariage mixte pour écart d'âge, Akenouche a expliqué que la réponse réservée à ce genre de demande nécessite l'approfondissement dans l'enquête, y compris dans son volet social. Toujours au volet de l'émigration et des étrangers, les services de la police de Tizi Ouzou ont procédé à la reconduite aux frontières pour séjour illégal de 397 ressortissants subsahariens. Répondant aux questions liées à la sécurité publique, le chef de la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou a longuement abordé les propositions de ses services pour une meilleure fluidité de la circulation routière dans les grands chefs-lieux urbains comme Tizi Ouzou.

Il a cité l'exemple de la réalisation de plus d'une dizaine de décrochements devant servir d'arrêt de bus afin d'éviter les bouchons et l'installation de panneaux de signalisation, la révision du plan de circulation. Son adjoint chargé de la sécurité publique affirme avoir transmis toutes les propositions nécessaires aux services de la commune de Tizi Ouzou depuis une année, mais en vain. A la question des parkings sauvages recensés au niveau de la ville du chef-lieu de wilaya, estimé à pas moins de 70, le conférencier a précisé que les services compétents ont été rendus destinataires d'une proposition de création de 15 parkings qui seront gérés par des entités agréées au nombre de trois, afin de mettre fin à cette pratique devenue courante dans la capitale du Djurdjura. Il a précisé que le prix de stationnement proposé ne dépasserait pas les 30 DA, loin de 70 à 100 DA exigés aujourd'hui par des gardiens de parkings activant sans aucune légalité. Des statistiques liées à d'autres activités des différents services de la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou ont été dévoilées à l'occasion.

H. M.